

Communion pour le président argentin, pro-IVG et adultère manifeste: Mgr Sanchez Sorondo justifie. Et traite ceux qui s'en scandalisent de "fanati..."

Article rédigé par *Le blog de Jeanne Smits*, le 12 février 2020



Source [Le blog de Jeanne Smits] Mgr Marcelo Sanchez Sorondo, chancelier de l'Académie pontificale des sciences, s'est défendu d'avoir eu tort de donner la communion au président pro-avortement de l'Argentine et à sa maîtresse lors de leur récente visite au Vatican. Ce n'est un « problème » que pour les catholiques américains et le cardinal Raymond Burke, a-t-il déclaré à Diane Montagna de LifeSiteNews.

[Je traduis librement son article paru ici.](#)

Le prélat a plusieurs fois accusé cette journaliste d'être une « fanatique » parce qu'elle lui demandait des explications à ce sujet.

Au cours de cet entretien qui s'est déroulé le 6 février, Mgr Sánchez Sorondo, a vivement soutenu que le droit canon « oblige » un prêtre à donner l'Eucharistie aux hommes politiques ouvertement pro-avortement qui se présentent à la table de communion. Le prélat argentin soutenait que seule une personne qui a été formellement excommuniée peut se voir refuser le sacrement.

« Le président (Fernandez) n'est pas excommunié, donc je peux lui donner la communion », a insisté Mgr Sorondo. Sa politique de légalisation de l'avortement n'a « rien à voir avec cela », a-t-il déclaré.

Les autres approches ne sont que « l'opinion de certains évêques de votre pays », a déclaré Mgr Sorondo à la journaliste américaine, en épinglant au passage le cardinal américain Raymond Burke.

Le canon 915 du Code de droit canonique dispose: « Les excommuniés et les interdits, après l'infliction ou la déclaration de la peine et ceux qui persistent avec obstination dans un péché grave et manifeste, ne seront pas admis à la sainte communion. »

Clairement, le président Alberto Fernandez affiche sa volonté de demeurer dans une situation de péché grave et manifeste, de par sa cohabitation assumée avec Fabiola Yañez bien qu'il soit marié religieusement. En février 2007, le cardinal Burke a écrit un article détaillé de 55 pages pour *Periodica De Re Canonica* intitulé « Canon 915 : la discipline concernant le refus de la Sainte Communion à ceux qui persévèrent obstinément dans le péché grave manifeste ». Il devait par la suite prendre la tête de la plus haute juridiction du Vatican, la Signature apostolique, pendant plus d'une décennie (2008-2014).

Le 31 janvier, une vidéo a circulé sur les médias sociaux montrant le moment où le président argentin Alberto Fernandez, 61 ans, et de sa maîtresse, Fabiola Yañez, 38 ans, recevaient la Communion lors d'une messe célébrée par Sanchez Sorondo dans la crypte de la basilique Saint-Pierre.

Au cours de cette messe, le prélat a fait l'éloge du péronisme et pris des positions politiques très favorables au nouveau président argentin au cours de son homélie : voir ici la traduction d'un article de la Nuova Bussola Quotidiana [sur benoit-et-moi](#).

Après la messe, Fernandez a eu une réunion de 45 minutes avec le pape François au cours de laquelle la question de l'avortement n'aurait pas été soulevée.

Le nouveau président argentin a fait de la légalisation de l'avortement l'une de ses priorités politiques. Lors d'une conférence de presse suivant sa rencontre avec le Pape, Alberto Fernandez a confirmé qu'il ne renoncera pas à la légalisation de l'avortement et a déclaré que la proposition de loi serait envoyée au Parlement le 1er mars.

Fernandez a divorcé de sa femme en 2005 et vit avec l'actrice Fabiola Yanez, 38 ans, depuis 2014 (après avoir vécu avec une autre femme pendant près de 10 ans). Après son élection en décembre 2019, Yañez a déménagé au Palais présidentiel de Buenos Aires et joue le rôle de Première Dame, bien que le couple ne

soit pas marié.

La vidéo du couple recevant la communion a provoqué un scandale international parmi les catholiques. Un prélat de haut rang a déclaré à LifeSite que plusieurs Argentins s'étaient dits choqués et consternés par les actions de leurs compatriotes.

A la suite de cette controverse, LifeSite s'est entretenu avec Mgr Sorondo au siège de l'Académie pontificale des sciences (PAS) au Vatican, lors d'un atelier de deux jours sur le Pacte global pour l'éducation, cette initiative du pape François qui sera lancée en mai 2020 en vue promouvoir un « nouvel humanisme ».

Au cours de son échange avec Diane Montagna, l'évêque Sorondo a déclaré que refuser la Sainte Communion à un homme politique pro-avortement est contraire non seulement à « l'interprétation commune de l'Église », mais aussi à la pratique des « conférences épiscopales des États-Unis, d'Italie et d'Argentine – et du Pape ».

Lorsque Diane Montagna a souligné que les conférences épiscopales n'ont guère d'autorité en la matière, le prélat argentin a modifié son angle d'attaque, justifiant sa position en se fondant sur les prédécesseurs du pape François.

« Le pape Jean-Paul II a donné la communion à tous ceux qui sont en faveur de l'avortement – tous les présidents », a-t-il déclaré.

Le chancelier du PAS a également affirmé que le cardinal Joseph Ratzinger (avant de devenir Benoît XVI), a envoyé en tant que préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, une « seconde lettre » aux évêques américains, « approuvant la conclusion » selon laquelle « nous pouvons donner la Communion aux [responsables politiques pro-avortement] parce qu'ils ne sont pas excommuniés ».

Mais si on la compare avec les faits, la thèse de Mgr Sorondo concernant le cardinal Ratzinger semble plutôt légère. En réalité, le texte principal de ce dernier sur la question s'oppose fermement à ce que la communion soit donnée à des hommes politiques pro-avortement.

En 2004, le cardinal Ratzinger a envoyé une [lettre sur la réception de la communion](#) à la Conférence des évêques catholiques des États-Unis (USCCB) alors qu'ils discutaient de la question de la communion pour les politiciens pro-avortement en raison de la candidature présidentielle de John Kerry, un démocrate catholique pro-avortement.

Ratzinger avait envoyé la lettre à l'ex-cardinal Theodore McCarrick, alors archevêque de Washington, D.C. et président du groupe de travail de l'USCCB sur les évêques et les politiciens catholiques, et à l'évêque Wilton Gregory, alors président de l'USCCB, pour clarifier la doctrine de l'Église et aider les évêques lors de leur réunion du 14 au 19 juin à Denver.

Dans cette lettre, le cardinal Ratzinger a déclaré, en se basant sur le canon 915 du Code de droit canonique : « En considération du grave péché de l'avortement ou de l'euthanasie, quand la coopération formelle d'une personne devient manifeste (c'est à dire dans le cas d'un homme politique, qui fait campagne constamment et vote pour permettre les lois sur l'avortement et l'euthanasie), son pasteur doit le rencontrer et l'instruire de l'enseignement de l'Eglise, en l'informant qu'il ne doit pas se présenter à la Sainte Communion jusqu'à ce qu'il mette une fin à sa situation objective de péché, et l'avertir que dans le cas contraire l'Eucharistie lui sera refusée. » Ayant reçu la lettre de Ratzinger, McCarrick décida de la dissimuler à ses frères évêques, d'en tempérer la vigueur et d'en déformer le contenu.

« J'étais à cette réunion, nous ne l'avons jamais vue », a déclaré le cardinal Burke à LifeSite le 7 février.

À la fin de la réunion de juin 2004, l'USCCB a publié une déclaration intitulée « Les catholiques dans la vie politique ». Le passage en question concernant les politiciens pro-avortement affirme que la « décision prudentielle » de leur refuser la communion incombe « personnellement à l'évêque conformément aux principes canoniques et pastoraux établis ».

La déclaration, quoique faible, note donc bien que la décision d'un évêque doit être « conforme aux les principes canoniques et pastoraux établis ». Le cardinal Ratzinger avait énoncé ces principes dans sa lettre. Le cardinal Ratzinger aurait envoyé un deuxième memorandum à l'USCCB affirmant que leur déclaration était « en harmonie avec » sa lettre initiale. Pour autant, il n'était pas d'accord, comme l'a au contraire laissé entendre Mgr Sorondo, pour dire que les évêques et les prêtres « peuvent donner la Sainte Communion aux politiciens pro-avortement ».

Mgr Sorondo a encore minimisé le scandale Fernandez en pointant du doigt des politiciens américains pro-avortement comme l'ancien vice-président Joe Biden, déclarant à Diane Montagna : « C'est votre problème, encore une fois ; c'est un problème de vos évêques, mais ce n'est pas un problème de l'Église. » Diane Montagna est revenue à la charge en évoquant le grave scandale public provoqué par le fait qu'un président pro-avortement et sa maîtresse aient reçu la communion, et ce au cœur de la chrétienté. Le prélat

argentin a déclaré qu'il avait organisé la messe parce que Fernandez voulait offrir à son peuple un « exemple » lors de sa visite à Rome.

Le détail de leur joute est à lire dans la traduction complète de l'entretien, ci-dessous.

Diane Montagna (DM) : Monseigneur, pourquoi autorise-t-on Jeffrey Sachs à critiquer autant – ce n'est pas la première fois, je l'ai entendu en 2017 – à critiquer autant le président Trump ? Il dit des choses terribles sur le président Trump dans cette salle [où se tiennent les réunions de l'Académie pontificale des sciences], alors que le président Trump est le président le plus pro-vie que nous ayons eu. Il est pour le libre choix de l'école, pour l'aide apportée aux jeunes enfants noirs.

Mgr Sorondo (MS) : Il n'est pas critiqué pour cela. Il est critiqué pour d'autres choses.

DM : Pour sa politique en matière de changement climatique ?

MS : Par exemple.

DM : Et quoi d'autre ?

MS : Pour le changement climatique et parce qu'il ne collabore pas du tout collaboration au dialogue avec les autres cultures.

DM : Ce n'est pas vrai.

MS : Eh bien je ne sais pas, ce n'est pas mon problème.

DM : Je dis cela parce que dès qu'il a été élu président, l'une des premières choses qu'il a faites, en fait c'était juste avant de rendre visite au Pape, c'est d'aller rencontrer les dirigeants du monde musulman au sujet du terrorisme, afin de travailler avec eux pour diminuer le terrorisme. Donc, il y a beaucoup de choses... il serait préférable d'avoir une attitude positive. Tout ce qu'on entend ici, ce sont des choses négatives sur le président Trump alors qu'à bien des égards, il a été un très bon président pour tout le monde, pour les pauvres – pour tout le monde. Vous pouvez être en désaccord avec lui sur le climat ...

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)